



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Rencontres économiques d'Aix-en-Provence

"Les métamorphoses du monde"

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Aix-en-Provence

Dimanche 8 juillet 2018

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



La France a tous les atouts pour réussir, dans le monde de rupture où nous vivons. Une condition pour cela, néanmoins : être lucides sur les métamorphoses mondiales auxquelles nous sommes confrontés.

J'en vois trois principales.

La première, c'est que nous sommes passés d'une mondialisation ouverte à une mondialisation nationaliste. Nous voyons des Etats reprendre la main sur la mondialisation, avec des comportements parfois agressifs, avec une fermeté totale pour défendre leurs intérêts. On le voit sur la question du commerce. La question n'est pas de savoir s'il y aura ou non guerre commerciale : la guerre commerciale a déjà commencé. On le voit sur la question de la fiscalité, avec les transformations fiscales américaines qui visent à rapatrier aux Etats-Unis les actifs que les entreprises américaines détenaient dans d'autres pays. Face à cette mondialisation nationaliste, les Européens doivent être parfaitement lucides : il faut que les Etats européens fassent bloc, parce que ce que veulent nos partenaires ou nos adversaires, c'est nous diviser. Ce que veulent les Etats-Unis, c'est diviser la France et l'Allemagne sur la question du commerce. Ce que veut la Chine, c'est diviser l'Europe non pas entre Nord et Sud, car ce n'est plus la division pertinente, mais entre l'Est et l'Ouest. Une seule réponse possible : faire preuve d'unité, agir comme un continent cohérent.

La deuxième rupture, c'est le glissement d'une innovation ouverte vers une innovation confiscatoire. Oui, l'innovation est aujourd'hui confisquée par les géants du numérique, qui ont désormais la taille, la puissance des Etats. Prenez l'exemple de Google : une capitalisation boursière de 840 milliards de dollars, une capacité d'investissement dans tous les domaines, une force d'innovation dans tous les secteurs, y compris dans le séquençage du génome, une capacité demain à avoir leur propre monnaie distincte de la monnaie des Etats. Face à ce phénomène, il est temps que la France et l'Europe prennent les mesures nécessaires pour défendre leur propre capacité d'innovation.

Enfin la troisième rupture – je serai bref sur ce point, qui s'éloigne des questions économiques – ce sont évidemment les flux migratoires sans précédent qui imposent de redéfinir et de défendre les frontières extérieures de l'Union européenne.

Face à ces défis, il est indispensable que la France retrouve son rôle, qui n'est pas de suivre, mais de montrer la voie.

Pour cela, nous devons renouveler le modèle français. C'est ce que nous faisons depuis un an, avec le président de la République et le Premier ministre : nous redonnons à la France un cap et nous redonnons à notre politique économique et financière une cohérence qu'elle avait perdue.

Cela nous amène à engager trois métamorphoses profondes dans le modèle économique et social français.

Nous sommes au cœur de ces métamorphoses et comme toujours, c'est au milieu du gué que les courants sont les plus difficiles et les plus violents, mais c'est aussi là qu'il faut persévérer dans son cap et persévérer dans sa cohérence.

La première métamorphose, c'est notre volonté de traiter les problèmes à la racine.

Nous refusons la solution de facilité qui consiste à se reposer uniquement sur une politique de redistribution. Retirez tous les revenus de redistribution et regardez la situation de la France : nous sommes un des pays les plus inégalitaires de l'OCDE.



Nous arrivons à rétablir l'égalité uniquement parce que nous redistribuons massivement des richesses. Notre volonté, c'est de traiter les problèmes en amont, de rétablir l'égalité des chances dès le début et pas uniquement par de la redistribution.

Cela suppose de s'attaquer aux problèmes de l'éducation, comme le fait Jean-Michel Blanquer, avec une politique très volontariste dès le primaire. Cela suppose de mettre en place une politique de formation plus efficace, pour que les Français puissent acquérir les compétences qui les feront accéder à l'emploi et dont nos entreprises ont tant besoin. Dans un pays qui compte plus de 3 millions de chômeurs, comment accepter que des industriels et des entrepreneurs cherchent désespérément des chauffeurs routiers, des conducteurs, des soudeurs, des chaudronniers ? Mieux éduquer et mieux former, voilà le combat à mener pour traiter les problèmes à la racine.

Nous voulons transformer le modèle français parce qu'il ne marche pas : 3 millions de chômeurs depuis 30 ans, des millions de pauvres depuis des années, l'incapacité à réduire les inégalités à la racine parce qu'on n'a pas transformé le modèle éducatif français.

Je refuse que notre pays ne soit pas un pays d'égalité ; et je refuse que l'égalité soit construite uniquement par la redistribution alors qu'elle doit être construite par une politique éducative, de formation et de qualification qui donne réellement sa chance à chacun et qui réduise vraiment les inégalités de naissance.

La deuxième métamorphose, c'est celle qui consiste à transformer notre outil économique en profondeur avec un objectif clair : nous devons être la grande nation d'innovation en Europe.

Tout ce que nous avons fait sur la fiscalité fin 2017 avec le projet de loi de finances a été la première étape de cette politique cohérente pour faire de la nation française une terre d'innovation. Si vous voulez innover, il faut du capital. Et si le capital est trop cher, vous ne pouvez pas innover. Je sais les réactions qu'ont pu susciter la suppression de l'ISF, la mise en place du prélèvement forfaitaire unique, la baisse de l'imposition sur les sociétés. Ces mesures répondent cependant à un besoin simple : un capital moins cher pour que nos entreprises innovent davantage.

Une PME qui veut se digitaliser a besoin d'argent. Une PME qui veut se robotiser a besoin d'acheter ses robots : ils coûtent cher, on a besoin de capital. Les chiffres sont sans appel. Nous devons rattraper notre retard dans ce domaine. Il y a aujourd'hui 182 robots pour 10 000 salariés de l'industrie manufacturière en France. Il y en a 340 en Allemagne. Il est temps que nous donnions à nos PME les moyens d'avoir le capital dont elles ont besoin pour investir, innover, grandir, réussir et exporter.

La deuxième étape porte un nom : c'est la loi PACTE qui doit permettre aux PME de se développer et d'innover davantage. En réglant le problème des seuils sociaux qui empêchent nos PME d'embaucher. En développant une épargne salariale et une épargne retraite qui vont donner des outils de financement à nos PME. En mettant en place un fonds pour l'innovation de rupture, 10 milliards d'euros, grâce à des cessions d'actifs dans ADP, dans ENGIE, dans la Française des jeux.

Pourquoi céder des actifs dans ces entreprises ? Parce que ce sont 10 milliards aujourd'hui immobilisés, qui pourraient être mis au service de l'innovation et du financement de l'innovation de rupture, en finançant la recherche sur l'intelligence artificielle, sur les batteries, sur l'énergie renouvelable, sur le stockage de l'énergie renouvelable. Nous voulons préparer l'avenir des Français. Pour cela, il faut nous donner les moyens de financer ces innovations, comme tous les autres continents ont commencé à le faire.



La troisième métamorphose, c'est celle qui doit nous permettre de retrouver notre place en Europe : la place d'une nation qui propose, d'une nation qui avance, d'une nation qui fait bouger les choses dans une Europe menacée par la montée des populismes.

Face à la montée des populismes, la responsabilité de la France, du gouvernement français, de cette majorité, c'est d'être sans cesse une force de proposition qui montre à tous les peuples européens que nous sommes capables de changer les choses et de prendre des décisions devant lesquelles nous avons reculé depuis des années.

C'est vrai sur le commerce. Je vous le disais : la guerre commerciale a déjà démarré. Comment voulons-nous réagir ? Allons-nous défendre chacun nos intérêts personnels ou sommes-nous capables, nous Européens, de faire face à Donald Trump et à son administration en leur disant : "Vous nous attaquez ; nous réagissons. Nous ne pouvons pas comprendre qu'une guerre commerciale soit ainsi déclarée entre alliés. Ce n'est l'intérêt ni des Etats-Unis, ni de l'Europe. Et sachez-le, si nous sommes attaqués, nous réagirons collectivement et nous réagirons fermement." Si j'ai bien un motif de fierté, c'est de voir qu'à la suite des décisions de l'administration américaine, l'Europe a réagi de manière forte et unie. Et si demain il devait y avoir à nouveau une augmentation de tarifs dans d'autres secteurs économiques, comme par exemple l'industrie automobile, notre réaction devra à nouveau être unie, forte pour faire comprendre que l'Europe est aussi une puissance économique souveraine.

Même chose sur la question de la zone euro. Nous avons réussi à sortir la Grèce de la situation dans laquelle elle était depuis des années. Le problème de la dette grecque est derrière nous et la France a joué toute sa part pour permettre à la Grèce de revenir sur les marchés. Pour autant, tous les problèmes ne sont pas résolus dans la zone euro : nous savons tous que la zone euro est encore trop fragile ; nous savons tous qu'on ne peut pas avoir une zone monétaire unique et dix-neuf politiques économiques différentes. Nous avons besoin d'un budget de la zone euro. Et si aujourd'hui cette proposition du budget de la zone euro que le président de la République avait faite en septembre dernier est débattue, c'est parce que nous avons trouvé un accord avec l'Allemagne. Si le budget de la zone euro est une réalité négociée entre les dix-neuf Etats membres de la zone euro, vous le devez à la place que la France a retrouvée en Europe.

Dernier sujet : les géants du digital. Combien de temps allons-nous encore accepter que nos entreprises payent 14 points d'impôts de plus que les GAFA, en Europe ? Combien de temps pour enfin nous réveiller ? C'est la France qui a pris le leadership sur la taxation des GAFA et croyez-moi : nous parviendrons à taxer les géants du numérique d'ici la fin de l'année 2018, au plus tard début 2019, parce que c'est non seulement une question de justice mais une question de souveraineté, de respect de la vie privée et de conception de ce que doit être demain l'Europe.

Sur tous ces sujets, nous pouvons être fiers que la France ait retrouvé sa place : une place de leader. Nous avons besoin de leadership en France, en Europe. Si le populisme a autant monté en Europe, c'est tout simplement parce que nous avons été incapables de prendre les décisions qu'attendaient les peuples européens, à la fois sur l'économie et sur la protection de nos frontières.

Soyons-en fiers. Soyons fiers de cette France qui se transforme, qui se métamorphose, qui retrouve sa puissance économique et qui est capable désormais de retrouver sa crédibilité sur la scène européenne.